

Ce dont Réginald Boulos est le nom

Comment maintenir un système économique d'oppression
fabriquant misère matérielle et désolation humaine

Rénald Lubérice

Ce dont Réginald Boulos est le nom

Comment maintenir un système économique d'oppression
fabriquant misère matérielle et désolation humaine

Titre : Ce dont Réginald Boulos est le nom

Couverture et mise en page : C3 Éditions

Dépôt légal : 19-04-148

Bibliothèque nationale d'Haïti

ISBN : 978-99970-58-19-5

© Tous droits réservés 2019

Rénald Lubérice

À la mémoire de toutes les haïtiennes et tous les haïtiens écrasés, méprisés, disparus, noyés au fin fond des océans ou dévorés par des animaux sauvages, en tentant désespérément de fuir le chômage de masse créé et entretenu en Haïti par le système économique d'oppression, de mettre leur force de travail au service d'autres sociétés, d'autres élites plus éclairées.

À toutes celles et tous ceux qui sont détenus à l'étranger, dont le seul crime est de vouloir offrir à eux-mêmes et à leur descendance un avenir humain.

Cet essai est une dédicace à la vaillante jeunesse haïtienne qui ne demande qu'à construire son avenir et vivre dans des conditions d'existence, humainement acceptables.

Remerciements

Je voudrais, au premier abord, remercier celles et ceux qui, sensibles à la misère de la vie quotidienne, sensibles aux désespoirs de la jeunesse, sensibles à la déshumanisation de masse, se sont employés à dire non, à leur façon, à la situation d'oppression actuelle. Oui à un vrai projet d'émancipation capable d'offrir à chaque haïtienne, à chaque haïtien une existence digne. Merci à toutes celles et tous ceux qui ont réagi à l'article que j'ai publié sur les réseaux sociaux, à la base de ce livre. Je remercie particulièrement les professeurs Laleau et Ocnam C. Daméus pour leurs propos d'encouragement. Merci à mes amis Maryse Noël, Alain Trocher, Josué Pierre-Louis, Luc Eucher Joseph, Sonet Saint-Louis, Pierre Raymond Dumas, Reynold Georges et Louis Gérald Gilles.

L'espièglerie antisystème de Réginald Boulos m'a incité à révéler ce qu'il cherche à nous cacher. Autrement, je n'aurais peut-être pas entrepris maintenant ce travail. Je le remercie d'avoir, malgré lui, par son imprudence, rendu un si grand service au peuple souffrant. Si, bien entendu, ce que je m'apprête à écrire lui est d'utilité quelconque.

À Fred Brutus de *C3 Éditions*, je dis merci pour tout son support.

Merci à Stanley Penn, Guy Ferolus, Yvon Bonhomme, Louis Naud Pierre, député Papillon et Cyrus Sibert pour leurs commentaires.

À mes correctrices de toujours, Violène Legagneur et Esther Antoine, sans qui ce projet aurait eu du mal à voir le jour, je rends un vibrant hommage.

À tous mes proches, familles, amis et collaborateurs qui, souvent, souffrent, davantage que moi, de mon anticonformisme. Je tiens ici à leur exprimer toute ma gratitude.

Dans mon parcours d'engagement, j'ai rencontré des jeunes exceptionnels avec qui je partage cette ferme volonté d'oeuvrer au changement des choses. Je pense particulièrement à Ketau, Berthony, Rony P., Rony C., Valmon, Papillon et Jean-Poix. Ils ne sont pas les seuls. Je leur dis «kenbe la!». Si je devais citer tout le monde au niveau des G50, G60 ou G17, la liste aurait été longue. Je m'arrête là.

Cet essai a été écrit sur le vif, à la manière de « Est-ce que ça dérange ». Il ne bénéficie pas des avantages de maturité d'un livre préparé sur une longue période. Je remercie donc le lecteur de bien vouloir, par son amabilité, m'accorder son indulgence.

Quoi qu'il en soit, sachez que je demeure seul responsable de l'ensemble des propos tenus ici, ainsi que les manquements et/ou erreurs pouvant en résulter.

Propos liminaire

Aujourd’hui, facilité par les nouvelles technologies de l’information et de la communication, le rejet de l’état des choses semble général. Mais l’incompréhension des causes de cette détresse de masse est quasi-totale. L’immédiateté et l’instantanéité sont le dénominateur commun des actions. La réflexion et la profondeur historique en sont absentes. Le passé est opaque. Le destin nous échappe. Si jamais, à quelques instants de notre vie de peuple perturbée, nous en avions quelconque contrôle. L’individualité et la collectivité se conjuguent mal. Dépassées, inadaptées, inappliquées ou inapplicables les valeurs et les normes du vivre ensemble sont de l’insignifiance. Au mieux, elles permettent à un petit groupe en perte d’humanité de couronner sa gloutonnerie. Au pire, cela conforte, dans leur sépulture, les détracteurs de la souveraineté haïtienne qui prédirent l’incapacité de ce peuple de nègresses et de nègre de prendre en charge son destin.

Notre avenir est réprimé et étouffé. L’ordre établi nous opprime. On nous feint des ailleurs faux et faussement radieux. Désespérance et dégénérescence rythment et riment les discours politiques. Un cercle carré en est plus sensé et inspirant. De toute évidence, ils sont tautologiques.

La politique est omniprésente. Mais elle a perdu sa vertu créatrice, sa magie de transformation sociale et économique, au profit de la consolidation du *statu quo*. Analystes politiques et leaders d’opinions pullulent. Programmes et propositions de sortie de crise trainent *orbi et urbi*. Ce ne sont, en vérité, que des postures dissimulant un conformisme généralisé. Il est venu le temps de dire les choses. Le temps d’arrêter la

dissimulation. Le temps de l'engagement émancipateur est à nos portes. L'expression : « Haïti est à nous » doit traduire une réalité. Elle ne peut plus être une simple juxtaposition de mots.

Le projet d'écrire ce livre m'a été proposé par un ami, suite à un article titré « Ce dont Réginald Boulos est le nom » que j'ai publié sur les réseaux sociaux. Avec lui (l'ami), nous avons en commun le désir profond d'une Haïti qui puisse offrir un avenir meilleur à chacune de ses filles et chacun de ses fils. Or, hélas, au nom de ce même désir le pays n'a de cesse de changer de dirigeants et garder *in fine* le *statu quo*, c'est-à-dire sans résultats probants. De Jean-Jacques Dessalines à Jovenel Moïse, le pays a connu une bonne soixantaine de changements de Chefs d'État. La situation sociale et économique de la grande majorité de la population ne s'est pas substantiellement améliorée. Dès lors, point n'est besoin d'être grand devin ou savant, pour se douter que le mal ne réside pas dans de simples changements de Chefs d'État ou de régime politique^[1]. Il faut donc chercher ailleurs. Il doit y avoir, dans le mode d'organisation sociale, politique et économique du pays, un ou plusieurs facteurs qui expliquent le mal-être collectif haïtien. Cet essai s'inscrit en quelque sorte dans cette dynamique.

Son titre évoque le citoyen Réginald Boulos, personnage public né en 1956, ancien président de la chambre de commerce et d'industrie d'Haïti, homme d'affaires et, paraît-il, maintenant, homme politique. Tout un symbole de permanence et de stabilité du système. À travers lui, je tente d'explorer des éléments d'analyse, de réflexions et d'actions susceptibles d'aider celles et ceux qui, comme vous et moi, rêvent sincèrement d'une Haïti meilleure, équitable, moins inégalitaire avec des chances de réussite égale pour toutes et pour tous, sans considérations épidermiques ou de lieu de

naissance. Aussi, vous comprendrez bien que mon intérêt n'est pas une personne physique mais ce qu'elle représente.

Si à la lecture de ce texte, des jeunes^[2] ou des hommes politiques amorcent un début de compréhension des mécanismes de domination, à l'œuvre dans la société haïtienne, qui maintiennent le pays dans la misère la plus abjecte, je pourrai dire qu'il aura été utile.

Par ailleurs, je voudrais encore une fois solliciter l'indulgence du lecteur pour faire une mise en garde liminaire. De nos jours, les jeunes passent énormément de temps sur les réseaux sociaux, *a priori* plus ludiques qu'un livre. Néanmoins, je pense qu'il est difficile, voire impossible, de penser à travers les 280 caractères que nous offre gracieusement Twitter. Dans un pays où la paresse intellectuelle est de plus en plus grande, où on est soit Dieu, soit démon, en fonction du lieu de la personne qui parle, si les réseaux sociaux permettent d'anéantir virtuellement des barrières sociales, ils donnent lieu à des réactions triviales, injurieuses formulées par des individus qui se sentent protégés par leur anonymat. Celui ou celle dont l'identité est connue du grand public peut être insulté, menacé pour une affirmation aussi simple que « le ciel est bleu ». Et s'il/elle répond aux insultes il/elle sera à nouveau insulté-e d'avoir osé répondre aux insultes.

La parole est heureusement démocratisée, mais malheureusement donnée à des gens qui se refusent de réfléchir ou de prendre le temps de lire plus de 280 caractères. Parfois, ils ne sont pas sur les réseaux sociaux pour comprendre, mais pour conforter une opinion non éclairée. Pourtant, utilisés à bon escient, des échanges socio-politiques sur la toile ont la potentialité de renforcer la démocratie, d'influer sur le devenir

commun et surtout d'esquisser une commune compréhension des mécanismes d'oppression économique à l'œuvre.

Inopportunément, le texte que vous vous apprêtez à lire fait plus de 280 caractères. Il appelle à la réflexion plutôt qu'à des réactions triviales ou partisanes. Depuis une bonne quinzaine d'années, j'essaie, autant que faire se peut, de contribuer au débat public haïtien. Je me dis qu'ici, les plus démunis, plus qu'ailleurs, à travers les impôts indirects (la partie répercutée sur le prix de vente au consommateur), contribuent davantage au fonctionnement de l'État. Les marchands de charbons^[3], et autres petits commerçants détaillants ou ambulants du secteur informel, ont consenti plus d'effort à la scolarité des jeunes haïtiens que ceux qui règnent sur l'économie haïtienne. Il est donc un devoir moral et patriotique, pour chaque lettré, d'essayer, à sa manière, de transformer les rapports sociaux. Mais avant toute chose, il faut comprendre les mécanismes d'oppression économique en cours.

La «réussite» de Réginald Boulos, comme il se plaît à le dire, est le produit d'une usurpation concoctée par un petit groupe. C'est dans ce sens qu'il est la figure emblématique du «système» d'oppression économique qui, ai-je besoin d'en faire une hypothèse, maintient Haïti dans la pauvreté.

Ce livre ambitionne de contribuer à une réflexion plus large sur le devenir collectif haïtien. Le problème posé ici n'est pas la richesse détenue par certains individus. Je ne vois pas d'inconvénients à ce que des gens soient riches, pourvu que l'accumulation des richesses se fasse dans des conditions morales et éthiques acceptables, non préjudiciables à l'intérêt général. Ici, le problème ce sont les choix économiques faits par un petit groupe d'individus qui ont pour conséquence :

le maintien de l'écrasante majorité du peuple dans la misère forcée.

L'essai est composé de six chapitres. Le premier, qui n'en est pas vraiment un, me permet de me situer par rapport à l'objet, tenant compte de ma situation socioprofessionnelle. Celui qui écrit est aussi un élément de la société. Sa situation ne saurait être neutre ni entamer la qualité de la réflexion. Faux-fuyant est le titre du second chapitre. Il analyse la stratégie utilisée par Boulos pour se positionner, notamment à travers les médias, comme une alternative au système, alors qu'il est en vérité le système même. La révolte des 6/7 juillet a été le premier véritable choc pour le pouvoir politique institué le 7 février 2017. Mais en réalité, elle a aggravé la situation des plus pauvres et servi de prétexte à la consolidation du système économique d'oppression créant : misère matérielle et détresse humaine. C'est le troisième chapitre. Le quatrième chapitre lève le voile sur un système d'oppression à trois piliers, trois lames. Un pilier politique et un pilier civil, tous deux au service d'un pilier économique rétrograde. Ces piliers font usage d'une épée à trois lames que sont la peur révérencielle, la corruption et le financement opaque d'activités politiques. Au chapitre cinq, je montre l'existence d'une collusion contre le peuple, au profit en priorité des nantis. Cette collusion est rendue possible par une utilisation cynique des opprimes, une méconnaissance du véritable ennemi et la stratégie de bouc émissaire. Le sixième et dernier chapitre esquisse des pistes permettant d'éviter cette supercherie.

1. Une position réflexive

Il y a un point qui n'était pas pour moi central mais qui l'est devenu, suite à certains commentaires émis sur la première version de ce texte, surtout de nos amis internautes, adeptes des écrits de 280 caractères.

Il s'agit de ma situation personnelle par rapport au président de la République ou au «système». Par exemple, un internaute a écrit : «@RenaldLuberice j'ai lu avec intérêt le texte que vous venez de publier. Profond! Je salue votre courage et le sens historique de votre écrit. Mais, le régime que vous servez n'a malheureusement rien qui pourrait servir le combat que vous menez : ni ancrage idéologique ni leader.» Un autre a, quant à lui, affirmé que «@ReginaldBoulos Kontri-bye nan met @RenaldLuberice kote li ye a, ann pa pran nan divèsyon. Ann kontinye batay pou #PwosèPetroCaribeA Epi pou n kraze systèm nan. Se 21 ak 31 yo ye, se menm ten yen an.» Mentionner uniquement ces deux réactions, ce n'est pas rendre justice aux nombreuses personnes qui ont réagi ou m'ont félicité pour ce texte. À toutes et à tous, je suis humblement très reconnaissant. Je ne tiens toutefois pas à répondre à ces internautes individuellement. Je fais une approche réflexive.

Il n'est un secret pour personne que je me suis fortement engagé pour l'élection de Jovenel Moïse. Nous avons été nombreux à le faire à des degrés variables, pour des raisons variées. Pour ma part, je vais m'attarder sur deux points essentiels de mon engagement personnel.

De nature, «mwen pa konn nan kache men voye wòch». Si je dois m'engager auprès d'une personne, pour une idée ou une cause, je le fais totalement et ouvertement. Ainsi, mon engagement auprès de Jovenel Moïse durant la campagne électorale a été total. Dans les moments d'euphorie collective comme dans les moments de doute et de grande solitude.

Ma vie durant, si je ne puis choisir mon destin, je veux pouvoir au moins tenter de l'influencer. Quitte à déplaire à une certaine société qui s'arroge le droit de dire quel combat on doit mener, quand et comment. À moins de n'avoir pas peur d'être taxé d'insolence, d'agressivité, de non-docilité. Moi, je crois que les arrogants, ce sont ceux qui contribuent à maintenir ce système, qui viole et vole l'avenir de tous ces jeunes à qui on laisse seulement le choix entre la violence, l'exil ou la mort. Les arrogants, ce sont ceux qui feignent d'ignorer les mécanismes de domination économique parce qu'ils croient y trouver leur compte. L'arrogance, c'est savoir que les gens souffrent de ce système économique dont Réginald Boulos est le nom, mais ne rien dire pour pouvoir garder ses sympathies, vraies ou fausses, ne pas être traité d'arrogant ou vivre éternellement. En vérité, dans ces conditions, l'éternité est inutile. Au même titre que la matérialité des choses.

Les opprimes n'attendent pas de nous, d'être dociles envers le système d'oppression économique. Ils ont besoin de comprendre les mécanismes de leur oppression. Ils ont besoin

qu'on leur montre la voie d'une libération véritable. Pas une fausse voie de libération qui laisse croire que briser le pare-brise de la Rav4 d'un autre opprassé économique, c'est s'attaquer au système.

Moi, j'ai honte quand je lis les journaux. J'ai honte quand je vois tant de compatriotes, fuyant l'oppression économique, se faire refouler aux frontières de nos «pays amis» ou servir de nourriture aux requins. J'ai honte de voir tant de jeunes gens s'exiler au Chili pour travailler dans les champs, alors que les terres haïtiennes sont vierges. Elles n'attendent qu'à être mises en valeur et exploitées. J'ai honte de tous ces jeunes qui m'écrivent à la recherche d'une opportunité dont je ne peux dire grand-chose. J'ai honte quand des nationalistes dominicains traitent des haïtiens comme des non-humains. J'ai honte de voir tant d'enfants mourir parce que leurs parents n'ont pas les moyens de les faire soigner. J'ai honte de voir tant de cerveaux gaspillés parce que la société haïtienne ne peut s'en servir. J'ai honte de nos bidonvilles, honte de nos ghettos, lieux de déshumanisation par excellence. Cette déshumanisation dont ce système d'oppression économique est coupable est véritablement honteuse. J'ai honte.

J'ai rencontré Jovenel Moïse pour la première fois, en 2014. J'étais, à l'époque, coordonnateur de la Cellule diplomatique au Cabinet du président Michel Martelly. Depuis mes études à Paris et à Québec, avec des amis haïtiens, je conduisais des réflexions sur la misère et l'oppression économique en Haïti. Ce n'est pas un hasard si mon sujet de thèse doctorale portait sur la problématique de la pauvreté et l'Aide publique au Développement (APD). Depuis fort longtemps, la misère matérielle et spirituelle du peuple d'Haïti m'interpelle. C'est à la faveur

de discussions politiques autour de ces sujets que j'ai rencontré quelqu'un comme Guichard Doré, avec qui j'ai beaucoup échangé bien que nous n'ayons pas souvent le même point de vue.

Avec des haïtiens de la diaspora, passionnés d'Haïti, nous échangions dans les cafés à Paris ou sur le web. Je pense à quelqu'un comme Jean Audan Catel ou Lucson Compère. Nous étions convaincus qu'il était impossible de changer le système de l'extérieur. Nous pensions donc qu'il fallait l'intégrer pour le changer, tout en ayant conscience du risque réel de se faire broyer, de ne plus pouvoir, une fois à l'intérieur, en dire tout le mal qui nous anime, le rejet qu'il nous inspire.

Ma rencontre avec Jovenel Moïse s'est faite dans un contexte paradoxal. Il avait été invité, avec d'autres hommes d'affaires haïtiens, dont quelques membres de cette élite économique, assez homogène du point de vue épidermique, qui détient 80 % des richesses de la Nation, à accompagner le président Martelly en Allemagne pour chercher des opportunités d'investissement en Haïti. Dans ce voyage, il y avait d'autres entrepreneurs de même origine sociale que Jovenel Moïse. Mais ce qui m'a marqué chez lui, ce sont ses projets et son discours.

Il a présenté un projet de ferme de bananes bio, la plus grande des Caraïbes, avec des installations très modernes à l'époque. Voilà un fils de paysan qui voulait saisir les opportunités de l'agriculture, en faisant différemment de ses ancêtres. Ce projet de Jovenel Moïse m'interpellait parce qu'il était, quelque part, différent du modèle économique oppressant mis en place dans ce pays. Il m'interpellait parce qu'il n'est plus dans notre culture de produire. Quand on sait lire, on cherche

un travail derrière un bureau ou on fait de la politique. Là n'était pas le point le plus surprenant de ma première rencontre avec celui qui n'aurait, à ce moment-là, osé imaginer qu'il allait devenir président d'Haïti.

Je l'ai surpris dans une discussion très animée, dans un petit salon diplomatique de l'aéroport de Guadeloupe, où étaient installés tous les hommes d'affaires qui accompagnaient le président de la République. Sans parvenir à convaincre grand monde, il expliquait la possibilité de réduire considérablement le coût des routes, en utilisant les matières premières de nos rivières pour des chaussées en béton hydraulique. Il racontait que le paysan était d'avantage appauvri parce qu'il lui était difficile, voire impossible, d'écouler ses denrées faute d'infrastructures routières. Pour éviter le gaspillage de ces denrées, il fallait interconnecter les communes ainsi que les sections communales. On n'imagine pas assez l'impact de l'absence ou de mauvaises infrastructures routières sur le coût de la vie. La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) a fait remarquer que la hausse des prix, dans une ville comme Port-de-Paix, par rapport aux autres villes du Pays, est due au mauvais état des infrastructures routières du département du Nord-Ouest^[4]. À l'époque de cette rencontre avec le PDG d'Agritrans, en bon fils instruit de paysan, l'agriculture ne me disait pas grand-chose, mais comme tout le monde, je voulais que le pays se développe. Je me suis dit que c'est bien ce qu'il a dit. Sans plus.

On est toujours en 2014. Laurent Lamothe, s'étant entre temps embrouillé avec les maîtres du système, ne peut plus être le dauphin naturel de Michel Martelly, comme beaucoup se plaisaient à le croire. Il a dû quitter la Primature. Son éjection

a été facilitée par la constitution d'une Commission consultative présidentielle composée de : Me Gérard Gourgues, Mgr Patrick Aris, M. Evans Paul, Pasteur Chavannes Jeune, M. Paul Loulou Chéry, Mme Odette Roy Fombrun, M. Gabriel Fortuné, M. Réginald Boulos, M. Rony Mondestin, M. Charles Suffra et Mgr Ogé Beauvoir. L'un des membres de cette commission dénommé Réginald Boulos y a joué une très grande influence. Il aurait même profité de son influence pour tenter d'obtenir par usurpation la démission du président Martelly.

Le parlement était devenu inopérant, faute d'élections pour renouveler la 49^e législature, après moult conseils électoraux décriés. Un gouvernement dirigé par Evans Paul KP est mis en place, avec pour mission principale, l'organisation des élections à tous les échelons.

Se cherchant un dauphin, Michel Martelly a misé sur deux candidats : Steeve Kawly, pour le parti Bouclier et Jovenel Moïse, pour le PHTK. Deux partis lui étant réputés proches. Tout à coup, une division s'est opérée au Palais avec des collègues qui sont partis rejoindre Bouclier, dont Guichard Doré et Pierre Antoine Louis. D'autres ont rejoint Jovenel Moïse.

Inconnu du grand public, ce dernier suscitait les moqueries de plus d'un. J'avais choisi de le rejoindre pour deux raisons. Je gardais en souvenir les idées de développement qu'il avait partagées quelques mois plus tôt lors du voyage en Allemagne. Je pensais qu'il était venu le temps de penser réellement production nationale. Une manière de remettre en cause en douceur le modèle économique d'oppression en cours. La deuxième raison est que les commentaires désobligeants émis, de part et d'autre, à cause de son physique et de son origine sociale m'insupportaient. De mon point de vue, il

était absurde de disqualifier un candidat à la présidence sur des bases discriminatoires ayant trait au physique, à une origine sociale paysanne ou modeste.

Je pense que Michel Martelly a été très courageux de faire ce choix et le garder malgré les nombreuses critiques dont il avait été objet, y compris à l'interne

J'avais été et je demeure convaincu, indépendamment de la réussite ou de l'échec de l'actuel président de la République, que seule une approche endogène, priorisation des ressources nationales, et une remise à plat du modèle économique d'oppression permettront de développer Haïti. C'est pour cette raison que j'ai pu défendre avec autant de force et de ténacité le programme de Jovenel Moïse, en substance antisystème mais non révolutionnaire, durant presque deux ans de campagne. Je n'ai pas joué à l'intellectuel qui se cache derrière son art pour ne pas assumer ses responsabilités politiques devant la Nation.

Contrairement à la pratique courante dans certaines campagnes électorales, le candidat et moi n'avions jamais discuté du poste que j'allais occuper s'il était élu à la présidence. Guidé de ma compréhension du système, je savais que je ne voulais pas être ministre, directeur général ou ordonnateur quelconque. Après l'investiture, au moment des toutes premières nominations, j'avais opté pour le secrétariat général du conseil des ministres. Un poste assez effacé, jusque-là, peu connu du grand public. On n'y est ni ordonnateur, ni comptable. Ça, c'est l'avantage. L'inconvénient est que son fonctionnement dépend entièrement d'autres instances du Palais. Celles et ceux qui se sont engagés avec moi pour l'élection du président de la République ne comprennent pas, que je leur dise que je n'ai

pas de pouvoir pour répondre à un certain nombre de leur demande de support. Je les comprends parfaitement.

Aujourd’hui, on me reproche de critiquer le système alors que je suis secrétaire général du Conseil des ministres. À moins de considérer que le droit de critiquer le système est réservé aux seuls chômeurs, je crois que s’il ne travaille pas dans le privé ou à son propre compte, tout travailleur national émargeant sur le trésor public est dans la même situation. Dans ce cas, il reste très peu de monde avisé pour remettre en cause le système d’oppression économique et sa collusion avec la politique. À moins que le but de cette critique soit de me faire taire pour ne pas déranger l’ordre des choses. Avec ou sans moi, l’ordre des choses doit changer. Il changera.

On me reproche également de critiquer la position de Réginald Boulos alors qu’il aurait financé la campagne de Jovenel Moïse. Je ne connais pas la réalité de cette assertion et n’ai pas non plus cherché à la connaître. Pour moi, il n’y a pas de problème que Réginald Boulos ait pu financer une partie de la campagne de Jovenel Moïse. Dans toutes les démocraties, des entrepreneurs financent des candidats. Le problème, c’est quand ce financement sert de prétexte pour ne pas changer le système d’oppression économique qui ne peut que maintenir les gens dans la misère.

Tout comme le reproche adressé aux «petrochallengers» d’être financés par le système d’oppression économique qu’ils prétendent combattre ne poserait pas de problème en soi si ce financement visait effectivement à faire capoter le système en question. Historiquement, on a déjà retrouvé des paradoxes plus ou moins similaires. L’argent du système capitaliste, via Friedrich Engels, a bien permis à Karl Marx de rester en vie afin

d'élaborer l'une des plus puissantes théories révolutionnaires des temps modernes.

Dans cet élan de réflexivité, je voudrais faire une dernière mise en garde. Le fait pour moi, à certains endroits, d'aborder le sujet en termes d'appartenances ethniques : Noirs, Mulâtres, Arabes ne signifie nullement une préférence pour l'un de ces groupes. Ma préférence, c'est Haïti. Mon Haïti, sur un même pied d'égalité, ce sont : Noirs, Blancs, Mulâtres, Arabes, jaunes, gris, verts, etc. La richesse est dans la diversité. Gare donc aux tenants de discours racistes qui chercheraient à trouver ici une justification quelconque à la sottise.

Ce long détour de réflexivité ayant été fait, j'en viens aux faits. Réginald Boulos, à plusieurs reprises sur des stations de radio, m'a indexé à travers un sobriquet qu'il m'a inventé : cavalier de l'apocalypse. Il paraît que le nombre de cavaliers de l'apocalypse s'élève à quatre. Je ne sais point s'il a eu l'occasion de dire ce qu'il en entend. Quoi qu'il en soit, je l'ai toujours délibérément ignoré. Je ne sais trop pour quelle raison d'ailleurs. À vrai dire, je n'ai pas l'habitude de le fréquenter. Je doute fort qu'il me connaisse. Il doit cependant avoir, malgré lui, raison sur une chose : il faut de véritables cavaliers de l'apocalypse, pour sonner le glas de ce système économique d'oppression qui fait des haïtiens, les damnés et les indigents du monde. Les opprimes des quatre coins d'Haïti et de la diaspora doivent enfin s'unir. Ils doivent s'unir et créer un véritable mouvement de l'Apocalypse de ce Système Economique (ASE) d'oppression. Ils doivent lui dire Assez!

2. Le faux-fuyant

Dans un contexte de crise sociétale acérée (politique, sociale et économique), la solution idéale est un bombardement total de l'ordre social, économique et politique. À la manière de Du Gard, je pourrais dire que : « ma conviction profonde, maintenant, c'est que, seuls une révolution, un bombardement général jailli des profondeurs et qui remettra tout en cause, peuvent désintoxiquer »^[5] Haïti. Cependant, cette révolution est pour le moment impossible.

On constate, chez les opprimés, une profonde méconnaissance ou ignorance des causes réelles de cette crise, des mécanismes à l'œuvre qui étouffent, depuis plusieurs décennies, les aspirations du peuple haïtien, provoquant la perte d'espoir chez la jeunesse et l'assujettissement de ceux qui devraient l'aider à se libérer. Cette méconnaissance est rendue possible, grâce à une misère intellectuelle déconcertante. En fait, il n'est pas possible de cultiver la pauvreté matérielle, sans s'assurer du maintien d'une très grande pauvreté intellectuelle. Il ne peut y avoir de pauvreté matérielle subie sans pauvreté de l'esprit. Il ne peut y avoir oppression, sans ignorance par les opprimés des mécanismes d'assujettissement. C'est par ignorance que les opprimés participent au maintien et à la reproduction du système d'oppression.

Dans ces conditions d'ignorance, toute tentative de chambardement général n'aura pour effet, qu'aggraver la crise et renforcer le système d'oppression économique à l'œuvre. On peut changer de personnes, sans pour autant toucher au fondement du système maintenant l'écrasante majorité des haïtiens dans le dénuement le plus abject. C'est comme administrer des médicaments à un malade non diagnostiqué ou mal diagnostiqué. La crise sociétale adjointe à l'ignorance collective, des opprêts, des raisons véritables de leur misère sociale, politique et économique, sont les conditions *sine qua non* de la perpétuation de l'oppression économique. Sans précarité économique et misère intellectuelle, l'argent des oppresseurs économiques n'aurait pu servir à créer l'instabilité politique nécessaire au maintien du système d'oppression. S'il y avait bonne conscience de l'oppression économique et de ses mécanismes, cet argent aurait été utilisé contre le système d'oppression, non pour appauvrir un peu plus le peuple d'Haïti.

Aujourd'hui, c'est dans ces conditions d'ignorance que plus d'un propose de vrais faux remèdes de cheval à la crise. C'est pourquoi, en attendant de changer ces conditions, j'avais opté pour des antidouleurs. Plus tard, le bon médicament sera administré avec l'adéquat dosage. Autrement dit, dans un premier temps, on doit mettre en œuvre des actions politiques qui ne feront, certes, pas capoter le système, mais éviteront que la situation des opprêts ne dégénère. Parallèlement, il faut amorcer un mouvement qui aille au-delà des chapelles politiques ou de cette tendance qui consiste à dénoncer, pour mieux intégrer et reproduire les mêmes bêtises, avec le seul objectif : sonner le glas du système économique d'oppression.

J'ai donc, depuis mon compte @RenaldLuberice, publié, dans l'esprit d'un palliatif provisoire incapable de mettre fin

au système, mais l'empêchant de se consolider à travers l'instabilité, un *tweet* le 12 juin sur la conjoncture politique : « Je persiste et je signe : accord politique (économie, élection, constitution, PetroCaribe) + gouvernement de choc (format réduit, plus-value politique et compétence technique avérée) issu d'un large consensus national pour éviter le chaos qui n'a de cesse de guetter la Nation. »

En réponse à @RenaldLuberice, @ReginaldBoulos s'est cru obliger de réagir en ces termes : « lorsque je l'avais proposé au Président en novembre, vous et les autres cavaliers de l'apocalypse aviez choisi de vous moquer de moi en utilisant l'ex-sénateur du Sud. Aujourd'hui, il est trop tard. Je persiste et je signe : le président doit initier le processus de démission. ». Cela a dû être pour lui un double affront. Primo, en novembre 2018, il semble avoir concocté un véritable plan d'instabilité et de consolidation du système d'oppression, avec la participation du premier ministre d'alors. L'échec de ce plan l'a littéralement frustré. Secundo, grand prince du système, il s'est offusqué que le président de la République n'ait pas obéi à l'injonction de sa majesté.

Je présume que l'ex-sénateur du Sud en question est Gabriel Fortuné. Je ne sais qui a utilisé M. Fortuné contre Réginald Boulos, ni véritablement à quel moment. En fait, dans le monde de Réginald Boulos un homme politique, un citoyen qui défend une position sensée est forcément utilisé. C'est un cavalier de l'apocalypse. Comme nous allons le voir dans ce livre, au-delà du mythe de la camarilla au Palais national nourri par des gardiens du *status quo* ou des gens non-informés, des hommes politiques haïtiens sont effectivement instrumentalisés, au profit du maintien et de la perpétuation du système. Ils

doivent, aujourd’hui, accepter de cesser d’être un instrument dans les mains des princes du système d’oppression.

Ayant en tête, les principes du gouvernement représentatif, les règles du jeu démocratique qui légitiment les prises de positions du prince Boulos, et n’ayant pas encore objectivé précisément son titre et son rang, je lui ai demandé : « Qu’avez-vous proposé au juste M. Boulos ? Qui êtes-vous pour croire que vous pouvez à votre guise faire et défaire les présidents ou remettre en question un mandat issu du suffrage universel ? Seriez-vous en train de pêcher par arrogance ? »

En fait, Réginald Boulos aurait été bien embarrassé, s’il avait choisi de répondre sur sa proposition ou encore sur sa qualité ou sa légitimité de vouloir, à sa guise, faire et défaire les présidents en Haïti ou remettre en cause les mandats des élus issus du suffrage universel. Raconter des choses à des journalistes complaisants est bien plus facile que justifier à l’écrit leurs bienfondés théoriques et pratiques.

En bon revendeur de la « bourgeoisie haïtienne », prince et gardien médiatisé du système d’oppression économique, Réginald Boulos a choisi la facilité : « Seule l’incompétence au pouvoir pêche par arrogance. Humblement nous faisons notre petit bonhomme de chemin vers une Nouvelle Haïti d’hommes et de femmes capables au pouvoir et au service du peuple. #MTVAYiti », a-t-il répondu, fuyant les questions fondamentales de mon tweet.

Sa majesté est drapée dans un fallacieux costume antisystème qu’elle dépoussière à chaque fois qu’elle pense, à tort ou à raison, que les intérêts du système d’oppression économique sont menacés. L’ignorance des opprêssés, les

stratagèmes mobilisés par les oppresseurs économiques pour les maintenir dans leurs conditions de dominés, ont rendu possible et même audible, par plus d'un, le discours de Réginald Boulos. En vérité, la nouvelle Haïti ne saurait émerger avec des gens comme lui. Réginald Boulos est tout simplement le nom d'un système rétrograde et archaïque, dont le fonds de commerce est le trafic d'influence, la surfacturation, la spéculation sur la monnaie haïtienne, la concurrence déloyale, la prédateur, la rapine et toutes ces pratiques indignes d'une économie de marché. La misère des masses haïtiennes n'est autre que le résultat de ses choix politiques et économiques. Son projet, c'est lui-même et sa principauté. Ce n'est pas Haïti et son peuple.

En d'autres termes, Réginald Boulos, c'est l'autre nom du système d'oppression économique que tant de jeunes, qui en sont les principales victimes, aimeraient combattre. Mais, hélas, dépourvus de repères historiques, théoriques, idéologiques ou d'informations pertinentes, ils se laissent souvent, sans le savoir, entraîner dans des combats qui n'ont, en vérité, pour finalité, que la reproduction et la perpétuation du système prétendument combattu. Ont-ils seulement pu comprendre que le système de domination est économique et que les deux autres piliers de la société que sont la politique et la société civile lui sont allègrement soumis ? Tous les autres champs d'activités sont assujettis à ce système d'oppression économique, permettant à un tout petit groupe de régner sur notre vie et notre destin de peuple. Pour notre malheur collectif et pour le pire.

On se demande encore où sont passés les jeunes universitaires qui avaient aidé le prince Boulos dans son combat

«contre» le système en 2003/2004 ? Souvenez-vous. Suite à des élections contestées par l'opposition politique d'alors, René Préval a installé Jean-Bertrand Aristide à la présidence d'Haïti, le 7 février 2001, pour un mandat de 5 ans. Une alliance extraordinaire s'est nouée entre partis politiques contestataires, la classe économique et des organisations de la société civile afin, disaient-ils, de faire capoter le système matérialisé à travers la présidence d'Aristide. Le groupe des 184 et sa caravane de l'espoir ont été le symbole de cette lutte théoriquement antisystème. De jeunes universitaires, étudiants et professeurs, des sans-noms et des sans-parts ont été sacrifiés, au nom de cette libération. La chute d'Aristide a bien été obtenue en 2004. Le système s'est pourtant renforcé. Pas besoin, donc, d'être grand clerc pour comprendre que le chef de l'État n'est pas le système. Il peut agir dessus ou pas, en fonction du niveau de compréhension qu'il en a et son degré de dextérité. Mais je doute fort qu'il puisse le défaire, tant que l'alliance politique et sociale, au profit du système d'oppression, soit aussi vivace par ignorance, pusillanimité ou cupidité.

Au départ d'Aristide, tout le monde avait déjà oublié que l'objectif du combat était un système et non un homme seul. Le ministre de l'intérieur d'Aristide, accusé d'actes de répressions sévères à l'encontre des « combattants antisystème », est devenu entretemps un bien respectable président de transition politique, avec la parfaite collaboration des anciens combattants antisystème. Personne ne songe à un système de transition, entre le système d'oppression économique en cours et le système économique national libre à venir.

Le prince Réginald Boulos montre des capacités intellectuelles et académiques nettement supérieures à nombre de

ses *alter ego* du système économique d'oppression. Il ne met hélas pas ces capacités au profit du peuple haïtien qu'il prétend dans ses élans d'espièglerie défendre. Peinant à expliquer ses réelles motivations, il nous invite vers une troisième voie sans issue. Tout ce qu'on peut y trouver, c'est suffocation asphyxiante. Cette troisième voie mystérieuse permettra, au mieux, à Réginald Boulos et à ses compères de devenir plus riches, au pire aux requins des océans avoisinant Haïti d'être rassasiés de la chair et du sang de nos frères et sœurs.

Toute véritable défense de l'intérêt du peuple haïtien passe par un combat contre le système économique d'oppression, au profit du système économique national libre. C'est pour cela que je crois que la révolte des 6/7 juillet 2018 a été une grande illusion. Elle a tout juste permis au prince Réginald Boulos de dépoussiérer son masque antisystème, pour pouvoir mieux renforcer le système d'oppression économique. Un an plus tard, les haïtiens sont devenus plus pauvres.

3. L'illusion politique des 6/7 juillet

Après les événements des 6/7 juillet que j'ai appelé, dans un livre à paraître, «week-end énergie», Réginald Boulos, propriétaire des supérettes Délimart ou de maisons de revente de voitures, semble avoir été l'une des victimes d'actes de violences ayant entraîné des pertes importantes pour l'économie haïtienne. J'ai condamné publiquement les destructions de biens et/ou de vies humaines durant ce week-end de révolte simultanément populaire et bourgeoise.

6/7 a été une révolte populaire parce qu'il y avait un réel mécontentement au niveau de la population à qui le gouvernement n'a pas su expliquer, adéquatement, le bienfondé de l'ajustement des prix du carburant. Les plus démunis du pays n'ont ni voiture, ni grosses génératrices. Ils ne sont pas des consommateurs directs de produits pétroliers. Le gouvernement n'ayant pas mis en place des mécanismes de compensation pour le transport en commun, de nombreux opérateurs politiques, délégués inconscients du système, ont fait croire à tout le monde que l'arrêt de la subvention est préjudiciable au pays. Faisant fi du trou béant laissé dans un budget de la République siphonné essentiellement par les princes du système d'oppression.

C'était une révolte bourgeoise parce que de grands marchands et des groupes de monopoles, se sentant lésés des politiques publiques conduites par l'administration Moïse dans leur secteur, avaient mobilisé les facilités logistiques et financières pour cette révolte. Ils avaient compris que l'occasion était propice de mettre un frein définitif à toute velléité de Jovenel Moïse d'affaiblir le système économique d'oppression. 6/7 juillet était aussi une bataille de positionnement au sein du système, une bataille de princes.

Les supérettes Délimart, dont le propriétaire avait été accusé par ses pairs, de fricoter ouvertement avec un président à l'origine sociale questionnable et aux discours indélicats à l'égard du système économique d'oppression, étaient parmi les entreprises saccagées durant cette révolte.

Il est, en outre, possible que le prince Réginald Boulos, d'ascendance libanaise, ait été victime dans une lutte hé-gémonique entre, d'une part, les Haïtiens d'origine arabe, syrienne et libanaise, et, d'autre part, des Mulâtres (Métis), se considérant plus européens et plus légitimes que la catégorie précédente. Tous, bénéficiaires et défenseurs assidus du système économique d'oppression. Beaucoup d'autres entreprises semblent avoir été objet de casses sélectives les 6/7 juillet 2018.

Les deux catégories d'Haïtiens (Mulâtres et «Arabes»), représentant 3 % de la population, véritables princes du système détiennent 80 % de l'économie nationale. Dans la logique d'une inégalité toujours aussi criante, 97 % de la population ne partagent que 20 % de l'économie nationale. Comment est-il possible que la concentration de la richesse nationale soit

ethniquement aussi marquée ? La réponse se trouve dans le système d'oppression économique soigneusement perpétué.

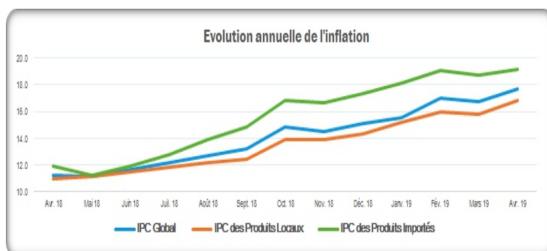
Connaissant bien le système, le propriétaire des supérettes Délimart, afin de mieux protéger ses intérêts et pour éviter d'être une prochaine fois ciblé, opte ouvertement pour une participation politique directe, et non à travers des doublures comme son groupe avait l'habitude de le faire. Pour ma part, je pense que tout citoyen a ce droit sans discrimination aucune. Le seul titre à participer à l'influence ou à la direction de la chose publique est celui de citoyen haïtien. Là où le bât blesse, c'est quand le prince Boulos prétend être un agent antisystème s'alliant avec des jeunes qui sont, eux-mêmes, les grandes victimes du système économique d'oppression. Quel est donc ce système qui nous tue et sème le désespoir ? Comment fonctionne-t-il ? Dans l'intérêt de qui ? Pourquoi ?

Le weekend-énergie des 6/7 juillet ambitionnait défendre les intérêts de la population contre une hausse des prix des produits pétroliers. Or, on constate qu'après cette révolte, la situation économique s'est dégradée. L'indice des prix à la consommation, c'est-à-dire la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages, a connu une hausse considérable, sans parler de la dévaluation accélérée de la monnaie nationale. Le tableau, ci-dessous, de l'Institut haïtien de statistiques et d'informatiques (IHSI) illustre bien cette situation.

EVOLUTION ANNUELLE (EN %) DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION
DES PRODUITS LOCAUX ET IMPORTES POUR L'ENSEMBLE DU PAYS
D'AVRIL 2018 A AVRIL 2019

IPC	Avr. 18	May 18	June 18	July 18	August 18	Sept. 18	Oct. 18	Nov. 18	Dec. 18	Janv. 19	Fév. 19	Mars 19	Avr. 19
IPC Global	11.2	11.1	11.7	12.1	12.7	13.2	14.4	14.5	15.1	15.5	17.0	16.7	17.7
IPC des Produits Locaux	11.0	11.1	11.4	11.8	12.1	12.4	13.3	13.8	14.3	15.2	15.9	15.8	16.8
IPC des Produits Importés	11.9	11.0	11.9	12.7	13.9	14.9	16.0	16.6	17.3	18.2	19.0	18.7	19.1

Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)



La variation à la hausse des prix des produits importés est plus importante que celle des produits locaux. Au premier juillet 2019, près d'un an après les révoltes, l'écrasante majorité des haïtiens est devenue plus pauvre. L'économie haïtienne en a pâti. Ça n'est pas le cas des importateurs du groupe des oppresseurs dont les affaires fructifient, à travers des marges de bénéfices considérables, sur les produits importés et la spéculation sur la gourde. Les bénéficiaires du 6/7 juillet, ce sont les oppresseurs. Les perdants, ce sont les opprimes.

La spéculation sur la devise nationale a quelque chose de profondément diabolique. Imaginons qu'on est le 1^{er} octobre 2018, l'Haïtien doit acquérir un bien. Ce bien, généralement produit à l'étranger, coûte 100 dollars sur le marché où il est fabriqué. Entre les frais de transports, la douane et le stockage, il coûte 110 dollars, arrivé sur le marché national. Vu les fortes marges de bénéfices pratiquées et la distorsion systématique

à la concurrence, deux ou trois importateurs monopolistiques s'entendent pour le revendre à 510 dollars. Ils s'accordent aussi pour le revendre, dans une parfaite illégalité vécue et tolérée, en devise étrangère. L'acheteur qui gagne son salaire en gourde, a besoin de 35717,65 gourdes, le 1^{er} octobre, le 18 octobre, il a besoin de 36346,83 gourdes, le 31 du mois il a besoin de 36858 gourdes, tandis que le 16 avril suivant, il a besoin de 43054,2 gourdes pour ce même produit.

Fondamentalement, à travers un jeu satanique orchestré par moins de cinq copains, sous l'observation complice des autorités de régulation, l'argent du consommateur a été siphonné, transformé en rente au profit des oppresseurs du peuple. Ce, sans raisons économiques fondamentales. Par exemple, en juin 2015, le taux moyen était de 49 gourdes tandis qu'en juillet de la même année, il était déjà de 55 gourdes. Il n'y a pas eu de raison politique ou économique pour l'expliquer, sinon la volonté du petit groupe de nantis d'affirmer sa puissance mystique. Ainsi, le phénomène « rale lajan » devient plus concret. En fait, de nombreuses petites marchandes disent avoir connu ce phénomène. Suite à une journée de vente, dans l'après-midi au moment de comptabiliser l'argent de leur « tablier » (espèce de sacoche à deux chambres dans laquelle elles stockent les pièces dans une chambre et les billets dans l'autre), elles se rendent compte que l'argent a disparu. Elles disent qu'un malfaiteur avec lequel elles ont eu une transaction au cours de la journée a soutiré mystiquement l'argent. Comme dans cette image, les nantis du pays soutirent l'argent de nos salaires, de nos durs labeurs, sans même qu'on s'en rende compte. C'est à ce prix que nous achetons notre misère et notre statut d'indigent du monde.

Haïti n'a pas connu la guerre ces dernières années, pourtant son indice de développement humain décroît au même

rythme que celui de pays en guerre, voire plus. En 2018, elle est classée 168^e sur 189, en ce qui concerne l'IDH. Pourtant, s'agissant du classement des pays du monde les plus en paix en 2018, le *Global Peace Index* classe Haïti 88^e devant la Jamaïque ou la République Dominicaine^[6].

Cette situation de précarité affectant le développement humain en Haïti, n'est hélas pas prête de s'améliorer tant que les actions des acteurs sociaux et politiques tendent à renforcer le système dont ils constituent parfois, sans s'en rendre compte des éléments incontournables.

4. Un système à trois piliers avec une épée à trois lames

Par *système*, il faut entendre des agencements politiques, sociaux et économiques, entre les individus constituant le corps social, mais aussi au niveau institutionnel, qui régulent les statuts, la distribution des rôles, des fonctions, au sein de la société haïtienne. Il résulte une entente implicite, autour de cette division des positions sociales. Elle se fait essentiellement au niveau économique, politique et civil, avec une forte odeur ethnique. Pour se maintenir, le système utilise une épée à plusieurs lames.

4.1. Les lames du système

Au niveau opérationnel et pratique, le système d'oppression économique en cours, dans lequel le pilier économique domine les piliers politique et civil, fait usage d'une épée à trois lames. Ces lames sont la peur révérencielle, la corruption et des financements politiques occultes.

4.1.1. Une peur révérencielle

Le trait dominant des relations entre des gens lettrés, le politique et le système d'oppression économique est la peur. Il s'agit là, d'un sentiment de respect craintif et de peurs envers

les oppresseurs, maîtres du système économique d'oppression. Ces peurs sont au nombre de trois : peur de la mort violente, peur de la mort sociale, peur de la mort politique. Cela se déroule dans un climat où le passé colonial est encore très présent. Les complexes et les préjugés de couleurs sont, en 2019, aussi bien dans les cœurs que dans les têtes.

La peur de la mort violente se justifie par le fait que beaucoup de ces grands importateurs « de tout » contrôlent aussi la distribution d'armes de guerre, dans les quartiers vulnérables. Ils sont susceptibles d'utiliser la violence physique, en vue de protéger le système d'oppression économique.

Ayant une très grande influence sur les décisions économiques et politiques du pays, les maîtres du système peuvent bloquer l'ascenseur social. C'est la mort sociale.

À travers leurs nombreux tentacules, pour défendre le système d'oppression, l'opresseur s'assure que ceux qui émergent politiquement ne sont pas foncièrement opposés à l'ordre établi. Ils doivent pouvoir s'en accommoder plus ou moins facilement. Ceux qui prennent le contrepied du système encourrent une mort politique certaine.

C'est en vertu de ces trois peurs, qu'une autocensure coupable est pratiquée par des éléments qui devraient être au premier rang des contestataires du système.

4.1.2. La lame de la corruption

Après la lame de la peur qui permet au système de se perpétuer, la deuxième lame de cette épée est la corruption. Obtenir et faire passer un contrat à la Cour des Comptes, être payé pour un service vendu à l'État, dédouaner ses marchan-

dises au moindre frais, ne pas payer à la DGI ce qu'on doit à l'État, obtenir et gérer ses franchises, bloquer des concurrents intrus étrangers au système, éviter que des lois antisystème ne soient adoptées au parlement, mettre sous tutelle les commissions des finances du parlement, contrôler les actions et les projets des plus hautes autorités de l'État ou empêcher que des éléments gênants pour le système ne soient élus, etc. Ce sont toutes des actions qui nécessitent des opprimes dans les instances de représentation et dans l'administration publique, qui acceptent de jouer le jeu. Ces opprimes, s'apparentant à des esclaves de maison jouissant d'une situation meilleure, comparés à ceux des champs, sont rémunérés par les oppresseurs soit sur une base régulière, soit à la carte, en fonction des services rendus.

Quoi qu'il en soit, accomplir de telles actions dans le système économique d'oppression nécessite la mise en branle des mécanismes de corruption. C'est un élément important pour le système d'oppression. Tout combat contre la corruption qui ne s'attaque pas au système d'oppression est soit falacieux, soit naïf ou futile. Il peut même être complice.

4.1.3. *Les financements politiques occultes*

Les financements politiques occultes sont la troisième lame de l'épée du système. Avec son argent, l'opresseur contrôle les pratiques discursives et actionnelles des hommes politiques. On n'est pas vrai leader, si on n'est pas capable de supporter financièrement certains partisans. Un bon député est celui qui répond aux besoins quotidiens des représentés. Ces besoins sont de tous ordres mais souvent personnels : paiement de scolarité, anniversaire, mariage, funérailles, eau potable et assainissement, etc. Ses émoluments ne lui per-

mettent pas d'y répondre. Il doit donc avoir des patrons au sein du système pour lui fournir kits alimentaires, motos, argent, etc. afin de garder sa chance d'être réélu. En retour, il faut qu'il aide à la perpétuation du système économique d'oppression.

On ne peut barricader une rue, une route nationale ou départementale si on ne peut «donner un clairin» aux sympathisants qui doivent s'en charger. Nul ne peut réussir aux urnes sans argent. On a intérêt à être ami avec, au moins, un oppresseur. Étant donné que le financement des activités politiques se fait dans la plus grande opacité, l'argent du système est mobilisé contre les actions néfastes à son maintien ou son renouvellement.

Ainsi, la peur, la corruption et le financement sont trois parties d'un même corps, qui renforce le pilier le plus important du système d'oppression qui est : le pilier économique. En tout état de cause, la misère, tant matérielle que spirituelle contemporaine, ineffable et intentionnelle, a été conçue, fabriquée et entretenue par ceux qui ont choisi de transformer le pays, en une vaste zone d'importations, monopolisées par un petit groupe d'opresseurs.

4.2. *Le pilier économique*

Le pilier économique haïtien se subdivise en deux éléments essentiels : les grosses importations et le système bancaire. Je ne m'attarde pas sur les énergies dont la monopolisation, par des individus issus des deux secteurs susmentionnés, est favorisée ou tolérée (yo fèmen je sou li) par des éléments, généralement, originaires du groupe des opprressés, à la direction de la chose publique.

Haïti est aujourd'hui un pays essentiellement tertiaire. Contrairement à ce qu'on nous apprenait à l'école, ce n'est

plus un pays essentiellement agricole. Bénédique Paul et *allii* font remarquer que dans «les années 1800, l'agriculture représentait près de 95 % du Produit intérieur brut (PIB) d'Haïti. En 2009, le secteur primaire entier ne représentait plus que 23 % du PIB. Ce déclin s'est fait au profit du développement du secteur tertiaire, lui-même dominé par des petits commerces. Le secteur tertiaire est passé de moins de 5 % à 60 % du PIB sur la même période.^[7] » L'écrasante majorité de ces petits commerçant travaillent pour les maîtres du système d'oppression économique.

La tertiarisation de l'économie au détriment de l'agriculture et de l'industrie (secteurs primaire et secondaire) s'est faite sans que les deux cinquièmes de la population s'adonnant encore aux activités agricoles ne soient en mesure de nourrir le pays, ou même répondre à leurs propres besoins primaires. Ni les techniques ni les technologies utilisées n'ont bénéficié de la révolution des techniques agricoles dans les pays développés.

Faute d'investissement privé dans le secteur agricole, une décroissance soutenue y a donc été observée. Cette décroissance a engendré l'exode rural à la base de la bidonvileisation des villes, hauts lieux de déshumanisation. Les déshumanisés sont utilisés par les oppresseurs pour perpétuer le système. Le présumé chef de gang Arnel Joseph, accusé de semer la terreur dans des bidonvilles de Port-au-Prince et dans le département de l'Artibonite en est un des nombreux exemples. D'ailleurs des associations de blocs de production regroupant des planteurs de riz ont accusé des importateurs de riz d'alimenter la violence dans l'Artibonite afin de décourager la production nationale de riz. Selon eux, chaque semaine des importateurs

«envoient des camions de nourriture aux bandits et financent leur mouvement»^[8]

L'absence de prise en charge des enfants en situation de grande précarité sociale et économique constitue un terroir fertile pour la régénération des déshumanisés utiles à la reproduction et la perpétuation du système d'oppression économique. Les chiffres sont stupéfiants. La population urbaine d'Haïti est passée, en 1950, de 299 627 sur une population totale de 3 097 220, à 4 743 311, en 2009, sur une population totale de 9 923 343^[9].

L'économie haïtienne est la seule de la région à être tertiarisée sans avoir connu un processus d'industrialisation, sans augmentation de demande de services par rapport à l'alimentation et sans augmentation de revenus ou de niveau de vie. Choisissant de tourner volontairement le dos à l'agriculture et à l'industrie, les riches hommes d'affaires d'Haïti ont pris ce qu'il y a à prendre et laisser la misère, la désolation, la déshumanisation, la mort ou l'exil pour le peuple. Laisser, que dis-je ? Ils créent et entretiennent la misère de la grande majorité de la population. En usant leur argent et leur influence pour bloquer toute velléité de changement véritable, ils se transforment en oppresseurs du peuple et perpétuent un système d'oppression économique.

En refusant systématiquement de financer les projets agro-industriels à haute potentialité de création d'emplois et de richesses, les banques commerciales haïtiennes sont coupables de transformer la chair et le sang de nos compatriotes en aliments pour requins. Elles sont coupables d'alimenter la misère sociale, économique et politique.

Gary Olius a justement fait remarquer qu'en Haïti, «les règles de l'économie classique sont mises en déroute et le mode de fonctionnement des banques commerciales qui y évoluent, est même indigne du capitalisme financiarisé le plus sauvage connu jusqu'à date»^[10]. Une discrimination notoire y est instituée. Les banques commerciales réservent l'accès au crédit, au petit groupe d'opresseurs qui sont «traités comme des "ayants droit"». Eux, ils décrochent «leurs prêts sans trop grandes difficultés à un taux préférentiel se situant en dessous de 6 % l'an...»^[11] Alors que ce taux peut avoisiner les 40 % pour les opprêssés. En 2014, les oppresseurs se sont octroyé 52,5 milliards de gourdes, soit 85,4 % de crédits. Pour l'auteur, «le système financier haïtien est croupion, myope et dépourvu de repères techniques et éthiques capables de guider ses actions et de les inscrire dans un cadre global de développement économique du pays»^[12]. La Banque centrale peine à jouer son rôle de régulateur, face aux «accumulations de créances douteuses et de prêts improductifs»^[13].

Ce sont les choix économiques des nantis d'Haïti qui produisent et reproduisent la misère. L'instabilité politique est le moyen utilisé pour maintenir ces priviléges indus. Personne ne demanderait à un homme d'affaires d'investir dans des secteurs improductifs. Personne ne demanderait à une banque de financer un projet non-viable. La Banque mondiale reconnaît qu'il y a d'importantes opportunités économiques dans l'industrie agroalimentaire. Haïti dispose d'une main-d'œuvre de plus en plus jeune. Elle jouit de la proximité des États-Unis et d'autres grands marchés^[14].

Par leur choix, littéralement, les oppresseurs économiques qui s'octroient le monopole du commerce en gros (importa-

tions), des services, des assurances et des banques prennent en otage, l'avenir de la jeunesse haïtienne. Les opprêssés de la couche supérieure leur servent de cadres intermédiaires, d'employés et de serviteurs. Dans ce modèle économique en vogue en Haïti, les capacités physiques, non-humaines, de production de richesses sont pauvres. L'économie est pensée dans son immédiateté, c'est-à-dire que pour une forte rentabilité à très court terme, seules les activités d'achats et de reventes (importations) peuvent véritablement assurer. Olius a magistralement exposé cette situation dans ce paragraphe :

« Mu par un incroyable cynisme, le secteur privé oligarchique et les banques commerciales ont signifié, depuis 1987, leur refus de ne pas investir dans le processus productif qu'ils jugent trop long et trop risqué. Ces dépositaires de capitaux ne jurent que par la maximisation de rentes à très court-terme. Au lieu de construire des poulaillers, ils importent des morceaux de poulets; en guise de faire fonctionner des fermes d'élevage porcin, caprin ou bovin, ils préfèrent importer des oreilles, des pieds et d'autres abattis de viande du même genre que les Américains jugent souvent impropre à la consommation humaine. Ce faisant, ils gagnent beaucoup et en très peu de temps, mais privent l'économie haïtienne de la possibilité de créer de la valeur ajoutée et des emplois dont elle a grandement besoin. Dans la même logique ils affaiblissent la monnaie nationale et profitent de sa chute tendancielle de long terme pour faire de la spéculation. C'est ainsi que ces gens et leurs alliés se sont pervertis et se sont enrichis au détriment des intérêts supérieurs du pays. »^[15]

Dans ce sens, d'un point de vue sociologique, il est difficile de parler d'une bourgeoisie haïtienne. Ce choix économique a pour conséquences : un taux de chômage très élevé, la dé-

préciation accélérée de la gourde et une double dépendance vis-à-vis de l'État. Le chômage, occasionné par un choix économique ne produisant pas de richesses, tue toute espérance d'avenir national chez les jeunes à qui on fait croire que l'État est le seul responsable des malheurs. Leur avenir est ailleurs, pourvu qu'ils réussissent à atteindre cet ailleurs. L'État apparaît comme le véritable employeur du pays, aux yeux de ces jeunes. Paradoxalement, pour la grande majorité des commerçants, l'État est l'incontestable client. Afin d'assurer la multiplication de leur richesse, ils doivent donc avoir un accès privilégié, et en permanence, à l'administration publique. Cet accès est assuré par un contrôle du parlement et du gouvernement.

Ces pressions, de toutes parts, exercées sur l'État sont en soi, une source sûre d'instabilité politique. D'un point de vue rationnel, tout véritable changement au niveau du fonctionnement de l'État remet en cause le modèle économique. Nulle part au monde, une élite économique n'accepterait qu'on remette en question ses avantages sans mots dire. En Haïti, la forte imbrication entre classe économique et secteur politique, dont les membres dépendent pour leur subsistance exclusivement de l'État et/ou de l'élite économique, facilite la perpétuation des avantages de ces dernières, garantis à la fois par le pouvoir et l'opposition politiques.

Volontairement, j'utilise la notion de «classe» pour l'élite économique et celle de «secteur», pour l'élite politique. Je crois que les 3 % de la population qui se partagent les 80 % de la richesse nationale ont une conscience claire de leurs intérêts communs et des actions à entreprendre pour les perpétuer. À l'inverse, je ne suis pas sûr que l'élite politique ait cette conscience d'intérêts communs. C'est pour cela qu'il est aussi

aisé pour l'élite économique, d'utiliser les hommes politiques qui se battent entre eux, pour des raisons non-idéologiques (en tout cas si idéologie il y a, c'est bien celle de l'élite économique), afin de maintenir les priviléges de détenir 80 % des richesses d'Haïti.

Pourtant, la production nationale est une source sûre de création de richesse. Le problème n'est pas la rentabilité économique, puisque la plupart des secteurs clés sont économiquement très rentables. Prenons au hasard, le secteur de la pêche et l'aquaculture, un investissement de 70 millions dollars assurera les besoins de 30 000 tonnes de fruits de mer du pays. Il générera un chiffre d'affaires annuel de plus de 300 millions de dollars. Le retour sur investissement est ultra-rapide. On pourrait faire ce calcul pour des filières clef telles que : l'aviculture, la laiterie, les fruits et légumes, etc. Les oppresseurs ne pensent pas production, les politiques non plus. Oppresseurs et politiques : même combat!

4.3. Le pilier politique

... C'est dire que le changement ne peut se faire sans l'élimination préalable de la caste minoritaire qui a toujours accaparé le pouvoir et l'a fait servir à ses fins.

Jacques Barros, *Les cahiers d'Outre-Mer*, 1968, p. 243.

Sur le plan politique, les Noirs gardent l'accès aux fonctions politiques, à condition de s'assurer que l'État commerce avec les groupes qui détiennent le monopole économique. La bataille pour l'accès au pouvoir politique se fait par et à travers les Noirs. Ces derniers ne cultivent pas, ou très peu, l'art

de production de biens, grâce à la transformation des matières premières. Le plus grand rêve d'un paysan haïtien éclairé est que ses enfants ne deviennent pas agriculteur comme lui. Ces enfants de paysans ou petits fonctionnaires, véritables miraculeux ayant pu être scolarisés et diplômés, cherchent rarement à pratiquer et à révolutionner le moyen de production, l'agriculture rudimentaire, qui a financé leur éducation. En s'adonnant à d'autres activités sociales, notamment politiques, ils intègrent le système. Ils s'assujettissent à des niveaux variables aux intérêts des véritables maîtres du pays. C'est-à-dire, ceux qui ont le monopole économique. Croyant poursuivre des objectifs politiques propres, ces fils de paysans, de petits fonctionnaires ou de petites marchandes mènent les uns contre les autres, une lutte fratricide d'une rare férocité. Littéralement, ils s'entredéchirent. Un regard superficiel, permet aisément de conclure que cette féroce lutte vise l'accès aux ressources ou à la direction de la seule industrie du pays qu'est l'État. Si ce regard superficiel n'est pas faux en apparence. Cependant, il laisse de côté, le sens profond de cette guerre.

La bataille féroce, entre les fils de paysans, de petits fonctionnaires ou de petites marchandes, produit une instabilité politique permanente. Cette instabilité politique permanente est la condition indispensable au maintien et à la reproduction de ce système permettant à 3 % de la population, de monopoliser 80 % de la richesse nationale. Grâce à cette dynamique, on arrive à garder, dans la misère la plus abjecte, 9 900 000 citoyennes et citoyens, sur une population d'environ 11 millions. Gary Olius fait remarquer que l'État « entretient, avec les banques privées, un rapport privilégié qu'il n'entretiendrait jamais avec les citoyens. Et, de fait, c'est connu qu'il ne facilite rien à ceux-ci tandis qu'il fait tout pour rendre la vie facile à celles-là. ^[16] »

L'absence d'un ensemble d'idées cohérentes pour guider l'engagement politique, en Haïti, sert de catalyseur aux actions, collectivement suicidaires des individus du secteur politique ou civil. La carence d'idéologies et d'informations publiques pertinentes, sur les mécanismes d'oppression à l'œuvre, rend moins coûteux, pour les oppresseurs, le maintien et la perpétuation du système dont Réginald Boulos est le nom.

Souvenez-vous que les Mulâtres et les Arabes utilisent des Noirs pour éjecter du pouvoir, d'autres Noirs qui hypothèquent leur accès à l'État. Ils organisent le financement de la prise et de la perte du pouvoir. Commençons par le commencement : Les élections.

4.3.1. Le financement des élections

Dans tout système démocratique, les élections constituent un moment crucial de la vie politique. Si elles permettent aux citoyennes et aux citoyens d'espérer influencer la gestion, de la chose publique ou de la gérer directement, elles font appel à des mécanismes, historiquement étrangers à l'esprit démocratique. L'esprit démocratique, c'est l'égalité entre les citoyens. Se faire élire suppose la capacité à articuler un discours, adapté au niveau de son électorat, d'être en mesure de prélever des fonds et monter une machine organisationnelle. Ce sont là, un ensemble de capitaux que j'appelle, mécanismes étrangers à l'esprit démocratique, puisqu'ils font intervenir des paramètres oligarchiques ou technocratiques qui brisent l'idéal de l'égalité entre les citoyens. Si vous n'êtes pas capable de mobiliser des fonds, vous n'êtes pas capable de vous faire élire.

Pour un pays de misère, seuls les oppresseurs (ou le pouvoir étatique) sont véritablement en mesure de financer une

campagne électorale. Généralement, le même groupe finance plusieurs candidats concurrents. Du fait de l'absence d'idéologie remarquable sur la scène politique, le seul frein au financement des oppresseurs est un discours qui remet effectivement en cause, le système. Étant donné qu'aucun politique n'a osé le faire, les élections ne constituent pas un enjeu véritable pour le système. De ce point de vue, c'est blanc bonnet/bonnet blanc. Par contre, elles créent bien l'attente d'un changement illusoire dans la population. Plus l'attente est longue, plus le désespoir est grand et plus la politique est décriée, mais le système économique d'oppression est à l'abri.

Les politiques et les économiques ne sont pas les seuls piliers du système. Il faut tenir compte de ce groupement de la population pompeusement dénommé société civile, que j'appelle ici, le pilier civil du système.

4.4. *Le pilier civil*

Le pilier civil, ce sont des médias, des intellectuels, des organisations à but officiel non lucratif ou des organismes de défense des droits de l'homme. Plus largement, ce sont des institutions, des organisations civiques et sociales. Elles sont souvent présentées comme un vecteur pouvant garantir la démocratisation, la paix et le développement^[17]. La société civile haïtienne évolue dans un contexte où l'individu surplombe les normes formelles.

La promotion de la société civile coïncide avec la montée du néolibéralisme à qui on reproche paradoxalement, un programme économique, promu par les institutions de Breton Woods, néfaste pour la production nationale des pays du Tiers-Monde. Également appelé, le thatchérisme, au

Royaume-Uni (du nom de la Première ministre britannique Margaret Thatcher), le néolibéralisme prône un gouvernement minimal, avec une société civile autonome, un fondamentalisme marchand dans lequel les rapports humains et sociaux sont tributaires de la logique de marchandisation à outrance, un autoritarisme et un puissant individualisme économique, la liberté au niveau du marché du travail, l'acceptation de l'inégalité inhérente au mode de structuration de la société, le nationalisme traditionnel, l'aide sociale, quand c'est vraiment nécessaire, une modernisation linéaire, une très faible conscience écologique, l'adoption de la théorie réaliste des relations internationales et une vision bipolaire du monde.

Le néolibéralisme s'oppose à la social-démocratie classique qui prône un engagement fort de l'État dans la vie sociale et économique, le collectivisme, la gestion keynésienne de la demande et le corporatisme^[18], limitation du rôle des marchés, au sein d'une économie mixte ou sociale, le plein emploi, un égalitarisme fort, l'État-providence universel, pour une protection optimale des citoyens durant tout leur cycle de vie, une modernisation linéaire, une faible conscience écologique, une visée internationaliste et une perspective bipolaire des relations internationales.

Le sociologue anglais Antony Giddens, Conseiller de l'ancien Premier ministre Blair, rejetant tour à tour, les idéologies néolibérale et social-démocrate, a rédigé le programme d'une troisième voie. Celle-ci opte pour un centre radical, un nouvel État démocratique, dépourvus d'ennemis, une société civile active, une famille démocratique, une nouvelle économie mixte, une égalité d'intégration, une assistance sociale positive, un investissement social de l'État, une nation et une dé-

mocratie cosmopolitiques. Giddens élabore ainsi une nouvelle pensée politique ancrée à gauche.

On peine à voir ce qu'il peut y avoir de commun entre la troisième voie élaborée par le conseiller de Blair et les élucubrations de Réginald Boulos. Le système d'oppression économique se sert à tour de rôle, des politiques et de la société civile. Les mêmes peurs identifiées dans le secteur politique sont repérables dans la société civile. À cause des imbrications de toutes sortes, le système n'est pas remis en cause de manière systématique ou ordonnée par la société civile. Il s'appuie, au contraire, sur des organisations civiles ou civiques, pour créer de la stabilité afin de se perpétuer. Il n'est pas étonnant que le groupe des 184 ait pu jouer un rôle décisif dans le renversement du président Aristide. Une observation parcimonieuse de la chose publique révèle une collusion, au détriment des masses.

5. La grande collusion au profit de l'économique

L'organisation politique et économique d'Haïti constitue deux piliers incontournables d'un même système. Elle procède d'une vision commune de la société civile, politique et économique de l'économie. Ce n'est pas un hasard si l'élite politique du pays, à l'instar de l'élite économique, ne cherche pas à se doter de moyen économique de production. Les soupçons de corruption des élites politiques renvoient davantage à de l'argent détourné vers l'étranger que vers une quelconque production nationale.

Les deux groupes ont une vision inépte de l'économie qui les empêche de renforcer la capacité des consommateurs (citoyens). Ils ne pensent pas, dans leurs analyses, à 11 millions de consommateurs et à leur potentialité. Les banques n'accordent de crédit qu'à un tout petit groupe. Les taux d'intérêt pratiqués et les difficultés d'accès aux crédits pour les jeunes découragent l'entrepreneuriat. En réalité, pour les banques, le financement de l'économie est secondaire par rapport aux gains que procure la spéculation sur la gourde, par exemple. À l'inverse, les élites économiques dominicaines ont une vision caribéenne de leur économie. Quand ils font leur calcul de production, ils y intègrent d'office le marché haïtien (une

île de plus de 20 millions de consommateurs, disent-elles) et d'autres potentiels marchés caribéens. Un autre élément de comparaison est que les élites politiques dominicaines se dotent de véritable moyen de production, notamment dans la filière agricole, constituant avec le tourisme, les secteurs les plus importants du Produit Intérieur Brut (PIB) de la République voisine.

Dans le système haïtien, guidés par une très courte vue, les acteurs ont tendance à concevoir un petit marché, avec les consommateurs existants, en excluant les masses de la paysannerie et des quartiers populaires dont le pouvoir d'achat demeure extrêmement pauvre. Le budget de la République, généralement taillée sur mesure pour les maîtres du système, n'est pas en mesure d'impulser la production nationale. Il est capté de haut par ceux qui maintiennent le peuple dans la misère. Gary Olius a noté que cette pitance (le budget) ne «ne représente que 27 % du budget de la fameuse ADX Florence Supermax, la prison où l'on enferme les criminels plus dangereux, aux États-Unis, lequel a été estimé, en 2016, à plus de 10 milliards de dollars. Vous comprenez que les 144 200 000 000,00 de gourdes sont tout simplement indignes d'une population de plus de 11 millions d'hommes et de femmes en liberté dans un pays souverain.»^[19] Selon lui, on devrait se contenter d'en faire une utilisation équitable.

5.1. Une utilisation cynique des opprimes

Suite à la victoire des Grenadiers 3-2 contre le Canada, le samedi 29 juin 2019, en quart de finale de la Gold Cup, à Houston, aux États-Unis, toute Haïti vibrait. Les rues étaient bondées de monde, des bandes de «rara» improvisées gagnaient les principales artères des villes. On ressentait un

grand soulagement d'un peuple ayant conscience du mépris permanent dont il est l'objet, à cause de sa misère matérielle. Durant ces défoulements de joie, un opprassé crait : « Ayiti, Ayiti, yo pale nou mal twòp. Ayiti yo pale w mal twòp ». Donc pour lui, Haïti vient de prouver au monde ce qu'elle vaut.

La mobilisation des haïtiennes et des haïtiens a été totale ainsi que leur déception de l'échec de l'équipe de football nationale face au Mexique. Dans cet élan de fierté, ils ont accusé, avec d'autres acteurs internationaux, un arbitre qatari Abdulrahman Al-Jassim, d'attribuer une pénalité imaginaire contre leur équipe. Ils ont pu savourer, ne serait-ce quelques instants, un autre sentiment que celui d'indigent du monde. Les réseaux sociaux en ont été enflammés.

Ces propos sur la toile ont résonné comme des cris du cœur. Ces grandes mobilisations improvisées avaient la particularité, contrairement à celles qui les ont précédées depuis juillet 2018, de ne pas viser implicitement le maintien du système. D'ailleurs, les oppresseurs ont été accusés de financer les manifestations de déstabilisation du pays et de ne faire que peu de cas à la sélection nationale. Les gens étaient les initiateurs de leur propre mouvement spontané. Ils n'étaient pas mobilisés à d'autres fins que celle pour laquelle ils jubilaient.

Dans la foulée, un politique m'a appelé pour me dire que l'occasion était propice pour l'administration Moïse d'installer « *manu militari* le gouvernement Lapin, dans l'impasse au parlement, et d'ajuster le prix du carburant. Les gens sont en liesse et ne s'en rendront pas compte ». Cette suggestion, bien qu'irréaliste, révèle le cynisme qui anime souvent la politique d'ici. Dans ce même esprit cynique, on impute à Réginald Boulos une déclaration faisant croire que s'il avait été victime les

6/7 juillet, c'est parce qu'il ne se servait pas efficacement des gens sur les réseaux sociaux ou des voisins malheureux vivant aux alentours des locaux de ses entreprises. Ayant compris son manquement, il s'assure désormais de les utiliser comme il faut.

Le copropriétaire de l'une des entreprises monopolistiques du secteur énergétique est en tête de liste des pétro-challengers sur les réseaux sociaux et se fait passer pour un élément anti-système. À cet effet, il embauche de jeunes opprimes qui l'aident à gérer les médias sociaux pour mieux protéger ses intérêts. L'entreprise de cet entrepreneur bénéficie d'un dépôt de garantie de trois-millions-neuf-cents trente-six mille dollars américains (3 936 000 USD) tiré du trésor public, plus quinze-millions-six-cent cinquante-quatre-mille-deux-cent-quatre-vingt-onze dollars (15 654 291 USD) de garantie souveraine (priorisation absolue sur les autres dettes de l'État, y compris celle envers les professeurs et les petits fonctionnaire), par biais d'une lettre de crédit (un accréditif) ouverte par l'État haïtien auprès d'une banque étrangère. À chaque réalisation de cette lettre de crédit, sans que l'État en soit averti, le compte doit être renfloué immédiatement par le trésor public. L'entreprise bénéficie en outre des exonérations fiscales et douanières, valables pour 15 ans. Tous les intervenants sur le projet sont exonérés : actionnaires, banque, opérateurs, prêteurs, etc. Ces exonérations couvrent même l'achat de carburant. Les propriétaires de ces entreprises énergétiques font partie des 3 % d'individus qui détiennent 85 % de la richesse nationale. Pourtant, le copropriétaire en question trouve des opprimes pour croire que son combat et le leur sont le même!

Chacun, en fonction des intérêts qu'il défend, parle, agit pour et par le peuple. Si on se fiait à ce qui se dit à la radio,

on croirait qu'il y a autant de porte-paroles du peuple qu'il y a d'intervenants. Combien sont-ils, les individus qui créent l'instabilité favorable à la perpétuation du système économique d'oppression, mais crient haut et fort qu'ils défendent le peuple ? Combien sont-ils, ceux qui appellent le peuple à se mobiliser en camouflant le véritable adversaire ? Le genre d'action qui conduit à plus de misère et de désolation.

L'utilisation des opprimés n'est pas une donnée récente. L'histoire nous rapporte un fait marquant en 1791, les affranchis Mulâtres se battaient pour l'égalité civile et politique avec les Blancs. Pour y parvenir, ils ont utilisé des esclaves noirs. Le massacre de ces derniers avait été ensuite la condition *sine qua non* du respect de l'accord politique avec les Blancs pour les droits civiques et politiques.

Il y a plein d'exemples historiques d'utilisation cynique des opprimes. Les différentes révoltes qui ont jalonné notre histoire sont là pour le prouver. Rares sont celles qui ont réellement permis l'amélioration des conditions d'existence des masses, sinon celles des élites qui les ont instrumentalisées. En 1968, lisant Gérard Pierre-Charles, Jacques Barros avait constaté que les élites ne feraient rien pour soulager la misère du peuple dans un contexte politique régional défavorable. Il notait alors qu'« il nous paraît plus probable que dans les années qui viennent, les masses populaires, excédées de misère et de faim, imposeront, par des explosions de violence anarchique et au prix de grande souffrance, le minimum des réformes indispensables »^[20]. Les élites utilisent les opprimes pour légitimer des velléités sociales, politiques et économiques. Cela se fait à travers des organisations civiles, politiques ou de l'instabilité politique. Cette situation est possible parce que l'opprimé peine encore à identifier son véritable ennemi.

5.2. La méconnaissance de l'ennemi

Paradoxalement, le petit groupe de nantis d'Haïti vit aux dépens de la Nation haïtienne, au détriment de l'avenir auquel la jeunesse haïtienne devrait aspirer. Le sociologue Louis Naud Pierre parle d'un système « *peze souse* » qui, selon lui, a été instauré au lendemain de l'indépendance. Il le décrit, par l'évocation de l'image d'une variété de mangues « pressées et gardées à la bouche pour en sucer le jus. Cette image signifie la violence comme principe de structuration et de fonctionnement de ce système de prédation. Identifiée à l'usage de la force au profit des intérêts égoïstes et claniques, cette violence implique un type d'État dictatorial et sanguinaire ^[21] ». Il voit dans la constitution de 1987, la rupture avec le système « *peze souse* ». En réalité, si d'un point de vue formel, cette constitution substitue « à la violence et à l'arbitraire des principes de modernisation de ce système ^[22] », elle n'a pas permis, d'un point de vue réel la formation d'un système national libre. Les principes de l'État de droit, de la démocratie, de l'économie de marché et d'une société civile libre ont été corrompus au profit d'un petit groupe d'opresseurs qui règnent sur l'économie nationale.

En fait, en 1815, William Elford Leach décrit une espèce d'acariens ectoparasites qui passent une partie de leur cycle au sol en quête d'un hôte. Une fois qu'ils arrivent à trouver ce dernier, ils s'ancrent sur sa peau et se nourrissent désormais de son sang. Cette espèce est connue sous le nom de tique. L'image de la tique décrit fidèlement la situation économique et financière du peuple haïtien. Si on l'illustre avec le cas de Réginald Boulos, on obtient la situation suivante. Il prend l'argent de l'Office National d'Assurance-Vieillesse (ONA), dont

la mission est d'assurer, aux employés du secteur privé, ayant fini de travailler ou n'en pouvant plus, des prestations leur permettant de vivre dans des conditions décentes en compensation des services fournis durant les années productives de leur vie. Avec cet argent, il achète des machines (engins lourds et voitures) qu'il revend à l'État. Ce dernier le paie avec l'argent du contribuable. Il s'enrichit ainsi aux dépens de la Nation, sans créer la moindre richesse. De telles actions, érigées en système, menées à de très grande échelle s'oppose à l'intérêt social d'Haïti. Elles sont contraires à la constitution de 1987 qui dispose en son article 245 que la «liberté économique est garantie tant qu'elle ne s'oppose pas à l'intérêt social. L'État protège l'entreprise privée et vise à ce qu'elle se développe dans les conditions nécessaires à l'accroissement de la richesse nationale, de manière à assurer la participation du plus grand nombre, au bénéfice de cette richesse.» Les ressources financières accumulées, dans les conditions ci-dessus décrites, ne bénéficient nullement au plus grand nombre. Du fait que l'intérêt du petit groupe d'opresseurs est dans l'importation, on fait fi de l'article de 247 de la constitution qui veut que l'agriculture soit la «source principale de la richesse nationale», garante du bien-être des populations et du progrès socio-économique de la Nation. La constitution poursuit, en son article 251, que l'importation «des denrées agricoles et de leurs dérivés produits en quantité suffisante sur le Territoire National est interdite sauf cas de force majeure.» Nul ne peut (article 258) introduire dans le Pays des déchets ou résidus de provenances étrangères de quelque nature que ce soit.

Si on bien comprend que le malheur d'Haïti réside dans le comportement économique de ce petit groupe d'opresseurs, réussissant à occuper les esprits des opprimés par des

informations mensongères sur les raisons véritables de leur misère, il n'est plus difficile de conclure que la non-application des articles 247; 251 et 258 de la constitution est fondamentale pour le maintien du *statu quo*. L'ennemi est ennemi parce qu'il fait des choix incompatibles avec le bonheur de la majorité. Il est ennemi, parce qu'il utilise sa puissance pour écraser, détourner, travestir toute initiative de changement. Tant qu'il est aussi puissant, la misère reste la seule alternative pour les opprêssés. S'en sortir nécessite qu'on lui arrache les dents. Sans dents, il ne pourra plus utiliser la stratégie permanente de bouc émissaire.

5.3. La stratégie de bouc émissaire

Les oppresseurs arrivent avec une facilité étonnante à faire croire que des éléments du groupe des opprêssés sont les seuls responsables des malheurs d'Haïti. À certains de ces derniers, on peut reprocher leur pusillanimité et leur esprit de collabos ; ceux qui se laissent utiliser dans l'administration publique comme informateurs ou dans la politique comme des pions.

L'opresseur a besoin de l'agent douanier pour l'informer des produits qui arrivent, des activités de ses concurrents, pour dissimuler ses marchandises, surtaxer ceux qui ne sont pas du groupe des riches, etc. Il a besoin de la DGI pour des informations de même nature et pour ne pas payer ce qu'il doit à la Nation. Il lui faut des médias et des journalistes, pour l'aider à faire croire au peuple que les véritables responsables de sa misère, ce sont ceux qui apparemment dirigent. Ils gardent le silence sur la responsabilité des oppresseurs, au travers leurs choix économiques et financiers. Dans ce cas, au lieu de jouer

leur rôle de régulation, les institutions sont corrompues par l'opresseur. On fait croire que l'ennemi, c'est l'autre.

On fait croire au peuple que pour changer sa situation, il doit voter. Il vote. Sa situation ne change pas. On lui dit que ce sont les dirigeants qu'il a choisis qui sont mauvais, il doit les «déchouquer». Il les renverse. Sa situation ne s'améliore guère. On lui dit qu'il faut voter à nouveau. Ainsi est créé un cycle infernal de mensonge qui a pour finalité de tuer la politique. Politique dans le sens d'une activité citoyenne ayant pour but d'influer sur son destin propre et/ou celui de la collectivité.

Ce sont les oppresseurs, à travers les banques, qui déclinent ce que valent les 19 000 gourdes de salaire que gagne un policier ou les 12 000 gourdes que gagne un professeur. Ils le font par le biais du taux de change. Ils se trouvent des journalistes et des économistes pour expliquer au peuple que la fluctuation du taux de change est due à l'instabilité politique, celle que financent et entretiennent leurs patrons, et aux mauvaises décisions des dirigeants. Ils ne disent jamais que l'instabilité politique est la principale source énergétique qui fait marcher le système économique d'oppression. Ayant peur de perdre le pouvoir, les politiques refusent de s'attaquer au système d'oppression. Ils doivent être amis avec les oppresseurs pour tirer leur épingle du jeu. Mais ils parlent tous de production nationale.

Or, le petit groupe d'opresseurs, ayant main mise sur les banques, décide quelle activité économique financer. Les activités de production nationale ne sont évidemment pas financées. Les banques «n'entretiennent aucun rapport de soutien aux structures productives et laissent pourrir les plus belles idées de projet d'investissements au profit de la spé-

culation sur la monnaie nationale »^[23]. Oubliez l'idée naïve de les contourner par une relance de la production. Il n'y a pas d'activités industrielles sans financement. Ayant le monopole des importations, les oppresseurs décident quels produits nous devons consommer, la qualité et le prix nominal^[24]. Ils décident ce que vaut chaque gourde que vous avez dans votre poche. Du jour au lendemain, votre argent ou votre épargne peut ne rien valoir à leur bon vouloir. Car les prix sont en dollars, même dans les cas où ils sont affichés en gourdes. Ils se font beaucoup de fric, sur le produit importé, sur sa qualité et sur la devise que vous utilisez pour vous le procurer. Ils ont acheté pour argent comptant notre avenir gâché, mais nous rendent responsables de notre propre misère. Nous sommes leur bouc émissaire.

Mais responsables de notre misère, nous ne le sommes que lorsque nous coopérons avec les oppresseurs pour maintenir les masses dans la crasse. Responsables de notre misère nous ne le sommes que lorsque, hommes politiques, décideurs ou fonctionnaires, nous nous sommes laissé corrompre ou utiliser pour déstabiliser le pays afin qu'ils gardent leurs priviléges. Responsables de notre misère, nous ne le sommes que trop aveuglés par nos luttes fratricides, entretenues par eux, nous oubliions que l'ennemi à combattre, c'est l'opresseur. Le bouc émissaire disparaîtra lorsque le débat public se structure en deux catégories : Celle qui défend le système économique d'oppression (c'est un droit démocratique de le défendre) et celle qui pourfend le système économique d'oppression (c'est un devoir démocratique, patriotique et moral de le pourfendre). Ainsi, les masques tomberont et on saura qui est véritablement avec le peuple et qui est contre lui.

6. Comment éviter la supercherie

En Haïti, les combats contre le système sont souvent historiquement une supercherie. J'ai précédemment indiqué ce qui était arrivé aux esclaves noirs qui avaient aidé les mulâtres contre les Blancs en 1791. Le changement attendu advenait, mais n'était plus à la portée de la catégorie sociale qui a donné son sang et sa chair pour l'obtenir.

En 1803/1804, sans être véritablement portés par des valeurs nationalistes, les acteurs avaient rejeté le système basé sur la déshumanisation et l'exploitation de l'homme par l'homme. Cependant, en l'absence d'idéologie indubitablement nationale, après l'indépendance, les masses ont été refoulées dans la paysannerie (dans les mornes et en dehors), au profit du partage des richesses entre les élites noires et les mulâtres. Les conditions de travail réservées aux Noirs s'apparentaient à la situation d'esclavage qui prédominait avant l'indépendance. Il en résulte une tension historique, des jugements *a posteriori*, entre la rationalité des choix de Dessalines et de Christophe pour le caporalisme agraire et le choix de Pétion pour la redistribution de lopins de terre aux paysans, anciens esclaves cultivateurs, mais surtout à ses partisans, officiers, ordinaires mulâtres.

Depuis, les masses sont systématiquement remobilisées à chaque fois que les élites noires et mulâtres n'arrivent pas à s'entendre sur la répartition des ressources entre elles. On se gardera cependant d'une approche ethnique trop prononcée du problème sociopolitique historique haïtien. La constitution des groupes n'est pas linéaire. On ne retrouve pas systématiquement les Noirs d'un côté et les Mulâtres de l'autre. Il aurait été trop simpliste d'attribuer le bon rôle à un groupe et le mauvais à l'autre.

Plus près de nous, le départ de Jean-Claude Duvalier, suite à une contestation populaire, menée au nom de la démocratie, n'a pas permis l'émergence d'un nouveau système. S'en est au contraire suivi une profonde déstructuration de l'État et de l'économie.

Duvalier a participé à la restructuration des monopoles déstructurant l'économie tel que nous le connaissons aujourd'hui. Il a pourchassé des adversaires politiques, dont Déjoie était l'une des figures emblématiques, qui s'adonnaient à la production nationale. Il a attribué des contrats monopolistiques à certaines familles, souvent d'origine syrienne ou libanaise ne représentant pas des adversaires politiques potentiels, afin de fournir des services exclusifs à l'État. Le réflexe monopolistique ainsi créé perdure largement aujourd'hui avec les descendants de ces familles.

Autrement, ces dernières ont été favorisées durant 29 ans de pouvoir politique d'un fils et d'un père qui, selon Depestre, a utilisé le concept de négritude de Jean Prince Mars à des «fins scandaleusement démagogiques et obscurantistes»^[25]. En effet, dès 1968, Depestre avait écrit qu'il suffisait de «jeter un regard sur l'extrême détresse de la condition humaine en

Haïti, pour voir à quel point la négritude de Duvalier est une délirante mystification où les couches les plus réactionnaires, de la société haïtienne ont trouvé leur idéologie et leurs méthodes d'action. La négritude comme Duvalier et ses complices l'appliquent depuis dix ans en Haïti n'est pas autre chose qu'une forme antillaise de fascisme, un néo-racisme totalitaire dont les principales victimes sont les millions de paysans et de travailleurs noirs d'Haïti »^[26]. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les choix économiques de Duvalier n'ont pas permis de soulager de la misère les masses haïtiennes. Les familles qu'il a favorisées n'ont acquis comme savoir-faire économique, après 60 ans de règne, que l'achat et la revente de produits fabriqués à l'étranger, ou la spéculation sur la devise haïtienne, qu'elles érigent en modèle économique imposé à toute la société. Elles ignorent largement les mécanismes de création, de gestion et de développement d'une entreprise de production. Elles s'assurent d'une reproduction ethnique endogame.

La déstructuration économique a été aussi aidée par les programmes d'ajustement structurel (PAS) promus par les institutions de Breton-Woods (FMI, Banque mondiale). La question des impacts des PAS a été longuement étudiée et débattue. Lorsque le Fonds Monétaire International (FMI) accorde des emprunts à un État comme Haïti, il faut que les autorités haïtiennes « acceptent d'ajuster leurs politiques économiques, pour surmonter les problèmes qui les ont conduites à solliciter l'aide financière de la communauté internationale. »^[27] Alors, parmi les garanties qui sont offertes au bailleur, les conditions de ces prêts signifient que le « pays sera en mesure de rembourser le FMI »^[28]. Cela suppose que ces problèmes qui sont à l'origine des difficultés économiques présumées ayant conduit à la sollicitation de l'aide financière aient été bien

identifiées, que les liens de causalité entre problèmes et demande d'emprunt ont été vérifiés. Durant les périodes de mise en application des PAS, de la chute de Duvalier à l'avènement des gouvernements Lavalas, les résultats économiques d'Haïti ne se sont pas améliorés.

On comprend bien que le système dénoncé par Réginald Boulos, pour mieux renverser le Président Jean-Bertrand Aristide, est encore en place, car il a continué à servir ses intérêts après le départ du Président Lavalas. Il n'a pas remis en question le modèle économique du père Duvalier qui est un élément de base du système. C'est pourtant ce même système, dont les structures monopolistiques lui ont permis de siphonner, en 2017, plus de 65 millions de dollars de contrats d'équipements lourds destinés aux ministères des travaux publics et de l'agriculture, qu'il prétend aujourd'hui dénoncer sans en remettre en question les incontestables fondements.

Pour mettre fin à la supercherie, tout un chacun doit être imbu des véritables causes des malheurs des Haïtiens. Nous ne sommes pas dupes sur la dimension internationale de ces malheurs ni sur les responsabilités des hommes politiques. Mais, à force de nous faire croire que le problème haïtien réside dans l'international et dans les dirigeants politiques seuls, la jeunesse finit par ignorer le monstre qui engloutit son avenir. Parfois, il sympathise avec lui lorsqu'il affiche son visage d'ange pour mieux camoufler ses pratiques démoniaques.

Nos adversaires, ce sont ceux qui ont choisi de nous vendre les produits dominicains, chinois, coréens, américains, mexicains ou européens, en refusant bien sûr à Haïti de produire quoique ce soit, ni pour son propre compte, ni pour vendre à l'étranger. Nos ennemis sont ceux qui refusent au peuple

haïtien de cultiver ce qu'il mange. Les oppresseurs sont ceux qui font en sorte qu'à chaque réveil, votre argent vaut un peu moins que ce qu'il valait la veille. Dans de nombreux cas, ils parlent créole et peuvent avoir un passeport haïtien. Ce sont eux qui ont la clef de notre misère, mais vous ne le saviez peut-être pas. Nous devons leur demander d'accepter de faire le changement total avec nous ou de nous laisser le faire. Sinon, nous devrions le faire seuls, sans eux, malgré eux.

En guise de conclusion

Actuellement, les conditions sociales sont réunies pour un véritable changement de système. Mais soyons sur nos gardes, Réginald Boulos est le nom véritable du système à combattre. Il pourrait nous être utile, s'il avait le courage de commencer par nous expliquer comment ce système d'oppression économique tue tout espoir chez la jeunesse haïtienne. S'il nous expliquait que l'instabilité politique est le moyen que ledit système utilise, dès que ses intérêts sont menacés. Changeons les rapports économiques, et le système tombera de son propre poids. Mais cela nous prend des femmes et des hommes conscients, déterminés à se donner pour octroyer, à toutes et à tous, de meilleures perspectives. Beaucoup de ces femmes et de ces hommes sont dans la diaspora. Les marionnettes politiques du système bloquent leur participation politique, sous des prétextes fallacieux de nationalité ou de résidence. C'est très futé de leur part. Parce que, pour un haïtien né et instruit à l'étranger, Réginald Boulos, à cause de ce qu'il représente, n'est symboliquement, rien qu'un vulgaire escroc qui viole et vole l'avenir de la jeunesse haïtienne. Il ne saurait lui être d'aucune révérence.

Le meilleur moyen d'assurer la perpétuation de ce système d'oppression économique est de maintenir la diaspora

haïtienne et sa descendance à l'écart de tout. En toute logique, le rôle de la diaspora dans le démantèlement du système d'oppression économique sera donc déterminant. Les jeunes haïtiens de l'étranger ne sauraient être, en aucune façon, des marionnettes d'un tel système. Ils savent ce qu'est une bourgeoisie, comment elle vit et pense. Ils sauraient nommer avec justesse ces oppresseurs.

Connaître et faire connaître les mécanismes d'oppression en cours est une étape primordiale à la transformation de la société haïtienne. Ce vers quoi on doit tendre est un système économique libre qui, par la production, donne à la jeunesse haïtienne, la chance de se construire un avenir. Chacun devra pouvoir réussir selon ses mérites et non suivant son nom de famille ou son aspect épidermique. La chance de réussite d'un projet économique ne doit pas être tributaire de l'origine sociale de son porteur. Le système bancaire commercial ne doit plus constituer le principal frein à l'investissement privé non issu du groupe des nantis. Il ne doit plus être possible qu'il serve à appauvrir le plus grand nombre qu'à l'enrichir.

L'instabilité, la violence, le mensonge, la mise à l'écart de la diaspora, le trafic d'influence et la rapine ne doivent pas s'ériger en système, laissant la mort ou l'exil comme seule alternative à la jeunesse haïtienne. L'avenir est à nous. Redessinons-le. Nous le pouvons !

Notes

^[1] Souvent, les changements de Chefs d’État charrient un changement de régime politique et/ou constitutionnel en Haïti.

^[2] Le vocable jeune se réfère à une catégorie sociale de moins de 40 ans, toute couche confondue, subissant de plein fouet les conséquences des actions et inactions de celles et ceux qui ont le monopole des pouvoirs économique et politique. Mais plus qu’une catégorie d’âge, c’est une catégorie de conditions matérielles d’existence précaires.

^[3] Cette expression désigne une catégorie socioprofessionnelle longtemps considérée dans la société comme inférieure. Elle est utilisée ici, à titre illustratif. Je suis fermement opposé à l’abattage des arbres pour le charbon de bois. Un gouvernement responsable devrait prendre des mesures urgentes pour accompagner les marchands de charbon vers une reconversion professionnelle, interdire le métier de charbonnier, sanctionner avec rigueur les propriétaires et chauffeurs de camions transporteurs de charbon.

^[4] *Haïti Libre*, « Le coût du panier alimentaire continu d’augmenter », En ligne : <https://www.haitilibre.com/article-25078-haiti-economie-le-cout-du-panier-alimentaire-continu-d-augmenter.html> consulté le 22 juin 2019.

^[5] R. Martin du Gard, *Les Thibault*, Paris, L’Été, 1914, 1936, p. 163.

^[6] En 2019, la République Dominicaine et la Jamaïque ont amélioré leur score pour se classer respectivement 84^e et 83^e.

^[7] Bénédique Paul, Alix Dameus y Michel Garrabe, « Le processus de tertiarisation de l'économie haïtienne », *Études caraïbennes*, en ligne : <https://journals.openedition.org/etudes caraibennes/4757?lang=es> consulté le 21 juin 2019.

^[8] *Vant Bèf Info*, « Insécurité dans l'Artibonite. Des planteurs accusent des hommes d'affaires », en ligne : <https://www.vantbefinfo.com/insecurite-dans-lartibonite-des-plan-teurs-accusent-des-hommes-daffaires/> Consulté le 1^{er} juillet 2019.

^[9] Bénédique Paul, Alix Dameus y Michel Garrabe, « Le processus de tertiarisation de l'économie haïtienne », *op. cit.*

^[10] Elodie Corie Dacius, citant Olius in « Haïti malade de son système financier et de sa bureaucratie fiscale », *Le Nouvelliste*, en ligne : <https://lenouvelliste.com/article/187845/haiti-malade-de-son-systeme-financier-et-de-sa-bureaucratie-fiscale> consulté le 18 juin 2019.

^[11] Elodie Corie Dacius, citant Olius in « Haïti malade de son système financier et de sa bureaucratie fiscale », *op. cit.*

^[12] Elodie Corie Dacius, citant Olius in « Haïti malade de son système financier et de sa bureaucratie fiscale », *op. cit.*

^[13] Gary Olius, *Haïti malade de son système financier et sa bureaucratie fiscale*, Port-au-Prince, C3 Éditions, 2017, p.14.

^[14] *Haïti Libre*, « La Banque mondiale appelle à un nouveau contrat social » en ligne : <https://www.haitilibre.com/article-15233-haiti-economie-la-banque-mondiale-appelle-a-un-nouveau-contrat-social.html> consulté le 21 juin 219.

^[15] Gary Olius, *Haïti malade de son système financier et sa bureaucratie fiscale*, *op. cit.* p.18.

^[16] Gary Olius, *Haïti malade de son système financier et sa bureaucratie fiscale*, *op. cit.* p.15.

^[17] Voir l'Organisation des États Américains (OEA), en ligne : https://www.oas.org/fr/themes/societe_civile.asp consulté le 26 juin 2019.

^[18] Voir «Lectures critiques», *Revue française de science politique*, 2003/2 (Vol. 53), p. 305-312. DOI : 10.3917/rfsp.532.0305. URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2003-2-page-305.htm> consulté le mercredi 26 juin 2019

^[19] Gary Olius, «Haïti : Aujourd’hui comme hier, un budget à la mesure de nos misères et de nos mystères», *AlterPresse*, <http://www.alterpresse.org/spip.php?article22141> consulté le 18 juin 2019.

^[20] Jacques Barros, «Une analyse de l'économie haïtienne», *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 1968, 21-24, pp. 421-424.

^[21] Louis Naud Pierre «Haïti : le défi de la modernisation du système haïtien», *Le National*, en ligne : http://lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTINUE/tribunes&rebrun=1039 consulté le 25 juin 2019.

^[22] Louis Naud Pierre «Haïti : le défi de la modernisation du système haïtien», *op. cit.*

^[23] Gary Olius, *Haïti malade de son système financier et sa bureaucratie fiscale*, Port-au-Prince, C3 Éditions, 2017, p.14.

^[24] Voir Gary Olius, *Haïti malade de son système financier et sa bureaucratie fiscale*, Port-au-Prince, C3 Éditions, 2017, p.14.

^[25] René Depestre, «Jean Price-Mars et le mythe de l'Orphée noir ou les aventures de la négritude», *L'Homme et la société*, Année 1968, 7, pp. 171-181.

^[26] René Depestre, «Jean Price-Mars et le mythe de l'Orphée noir ou les aventures de la négritude», *op. cit.*

^[27] Fonds Monétaire International, *Factsheet*, «la conditionnalité du FMI», avril 2010.

^[28] Fonds Monétaire International, *Factsheet*, «la conditionnalité du FMI», *op. cit.*

Table des matières

Remerciements	9
Propos liminaire	11
1. Une position réflexive.....	17
2. Le faux-fuyant.....	27
3. L'illusion politicienne des 6/7 juillet	35
4. Un système à trois piliers avec une épée à trois lames.....	41
4.1. Les lames du système	41
4.1.1. Une peur révérencielle.....	41
4.1.2. La lame de la corruption	42
4.1.3. Les financements politiques occultes	43
4.2. Le pilier économique	44
4.3. Le pilier politique.....	50
4.3.1. Le financement des élections.....	52
4.4. Le pilier civil.....	53
5. La grande collusion au profit de l'économique	57
5.1. Une utilisation cynique des opprêssés.....	58
5.2. La méconnaissance de l'ennemi	62
5.3. La stratégie de bouc émissaire	64
6. Comment éviter la supercherie.....	67
En guise de conclusion.....	73
Notes	75



Juillet 2019

Port-au-Prince, Haïti
7(bis), rue Vernet, Delmas 31
Tél. : (+509) 3422-4471 / 3434-0434
c3editions.haiti@c3editions.com